

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 12 décembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 20 décembre 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf décembre , à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – M. BALABAN – Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. KHALID à Mme HENRY
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- M. TOUANE à M. DEMAUMONT
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSES :

- M. RAMBAUD
- M. BA
- M. TAVARES
- Mme TORRES
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme PERIERS

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme CAYOUX

OBJET :
Dérrogation municipale au principe du repos dominical des
salariés des commerces de détails pour l'année 2025 :
avis du Conseil municipal

OBJET :
Dérogation municipale au principe du repos dominical des
salariés des commerces de détails pour l'année 2025 :
avis du Conseil municipal

Directeur de secteur : P. Tratnjek

Service : Affaires générales et juridiques

Affaire suivie par : P. Tratnjek

Mme Heugues : Malgré le dispositif issu de la loi « Macron » du 6 août 2015 donnant possibilité au maire de porter les dérogations municipales au repos dominical des salariés au profit des commerces de détail de 5 à 12 par an moyennant le respect d'une procédure bien précise, la commune de Chalette sur Loing a toujours fait le choix de maintenir le nombre de ses dérogations à 5 dimanches par an.

Selon l'article L 3132-26 du Code du Travail, la décision du maire sur le nombre de dimanches concernés et leur détermination est dorénavant prise chaque année, par arrêté, avant le 31 décembre de l'année n-1, après avis du Conseil municipal.

Il est rappelé que la dérogation octroyée par le maire est une dérogation collective qui profite impérativement à la branche commerciale toute entière et qui ne concerne que les établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public.

Comme les années précédentes et au vu des demandes des magasins, il est proposé :

- que le Conseil municipal réaffirme son attachement au principe de l'interdiction du travail le dimanche en maintenant à cinq du nombre maximal d'ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2025 ;
- de fixer ces ouvertures aux dates suivantes, correspondant aux demandes des commerces concernés :

Pour les commerces de détail alimentaires	Pour les commerces de détail non alimentaires
<div><div><div>- le 07/12/2025</div><div>- le 14/12/2025</div><div>- le 21/12/2025</div><div>- le 28/12/2025</div></div><div><div>Fêtes de fin d'année</div></div></div>	<div><div><div>- le 30/11/2025</div><div>- le 07/12/2025</div><div>- le 14/12/2025</div><div>- le 21/12/2025</div><div>le 28/12/2025</div></div><div><div>Fêtes de fin d'année</div></div></div>

Il est précisé que, dans les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m² (supermarchés, hypermarchés), lorsque les jours fériés légaux autres que le 1^{er} mai sont travaillés, ils doivent être déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de trois.

En outre, l'arrêté municipal prévoira :

- que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler ces dimanches ;

repos compensateur équivalent en temps, accordé par roulement dans la quinzaine qui suit la suppression du repos.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, et notamment l'article L 3132-26 du Code du travail ;

CONSIDERANT les demandes d'ouverture des magasins de détail pour les dimanches de l'année 2025 ;

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

EMET l'avis de maintenir à cinq le nombre maximal d'ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2025 ;

EMET l'avis que ces ouvertures soient accordées par le maire suivant le tableau présenté ci-dessus.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	27	
Votes pour	22	
Votes contre	0	
Abstentions	5	<ul style="list-style-type: none"> - M. Jolivet, - M. Balaban, - Mme Durand, - M. Faure, - M. Guedj

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUPPLÉMENT
LA 1^{ère} ADJOINTE

Mme Marie-Madeleine HEUGUES



